

De San Francisco à dix propositions Grotewohl L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION INTERNATIONALE

SAN FRANCISCO, Washington, Ottawa. Les nouveaux jalons dans la course à la guerre de l'impérialisme. Washington, tandis qu'il accablait son propre armement, s'emploie parallèlement à coaliser sous son égide la plus large concentration impériale possible, à attirer solennellement à son char les puissances impériales secondaires et à parier leur effort de guerre à un maximum. Ceci naturellement ne va pas sans frictions ni réticences de la part de certains de ses partenaires qui trouvent des difficultés et grandissantes dans la voie de leur armement et, devant la résistance des masses qui en résulte.



O. K. patron !

La perspective, d'un autre part, d'un Japon et d'une Allemagne réarmés, réhabilités et réarmés est loin d'enchanter leurs concurrents immédiats : l'Angleterre et la France. Cependant, la pression de l'Amérique ne se lasse pas et arrive en définitive, même quand elle entend certains démentis, à bout de toute résistance. A San Francisco, les Etats-Unis ont obtenu le traité qu'ils voulaient avec la Japon, et le maintien de ce dernier en tant que base militaire avancée de l'impérialisme yankee dans le voisinage immédiat du continent asiatique. A Washington, la rétrocession d'une armée allemande, incorporée pour la forme (qui donnait sa satisfaction aux Français) dans une « armée européenne » a été décidée en principe, ainsi qu'un prochain traité de paix séparé avec l'Allemagne occidentale. A Ottawa enfin, les Etats-Unis ont obtenu...

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11e) — Tel. : CEN. 68-96 C.C.P. Mlle Picard 5660-38 Paris

CE N'EST PAS M. PLEUEN QUI APPLIQUERA UNE VÉRITABLE ECHELLE MOBILE MAIS LE GOUVERNEMENT DE FRONT UNIQUE imposé et appuyé par les Comités d'Unité d'Action

Les grandes luttes se préparent. Nul n'en doute, le patronat et son gouvernement moins que personne. Les signes précurseurs indéniables se sont multipliés ces derniers jours. Tout d'abord c'est la Confédération Nationale des Employeurs Français (C.N.E.F.) qui recommande des hausses de salaires préventives et les patrons qui, à son appel, distribuent précipitamment le 10 à 15 % d'augmentation, en passant par dessus les Centrales syndicales, y compris les chefs pierrinchais de F.O. et ainsi bien mal récompensés de leur acharnement à vouloir traiter séparément.

Mais c'est au Parlement que paradoxalement la puissance ouvrière vient de se manifester le plus nettement. Cette assemblée, à des élections truquées, ont envoyé la représentation la plus réactionnaire de la 1re République, soit son existence remise en question trois mois après sa naissance. Car c'est de cela qu'il s'agit. Le gouvernement du centre coalition, aussi impuissant qu'il est nombreux, après avoir fait sombrer dans son offensive contre l'école laïque, a bien des chances de se dissoudre au bénéfice de l'échelle mobile. Et ce débat, ce sont les masses travailleuses qui l'ont imposé par la simple menace de leur action. Que sera-ce quand l'action s'engage ? La bourgeoisie peut s'apercevoir que les victoires électorales ne résistent pas tous les problèmes.

Mais le dernier mot, c'est aux travailleurs qu'il appartiendra de le prononcer. Ce dernier mot c'est l'Unité d'Action qui permettra de le dire et ce n'est pas seulement une véritable échelle mobile appliquée sous le contrôle ouvrier de la production qu'il sera possible d'imposer. L'action unie des travailleurs peut bien davantage, elle peut, par la grève générale, renverser ce gouvernement qui veut garder la liberté de pressurer chaque jour plus les travailleurs pour leur faire supporter les frais colossaux du réarmement dont Wall Street lui a présenté la note à Ottawa; ce gouvernement qui ne veut pas que ses ministres soient de « simples agents d'exécution » d'une loi imposée par la puissance ouvrière mais qui accepte allègrement et dans l'unanimité d'être lui-même l'agent d'exécution de la politique de guerre de Wall Street. L'Unité d'Action peut chasser ces ministres capitalistes et imposer le gouvernement de Front Unique des partis ouvriers.

pour en trouver de comparables. Encore faut-il rappeler qu'en 47 l'Unité syndicale existante était en train de se défaire; la lutte s'engagea sur un terrain miné. Aujourd'hui tous les ouvriers ont la ferme volonté de recréer l'Unité, tous en ont appris le valeur et chacun dans les dernières luttes a pu en expérimenter les conditions et les moyens. Aujourd'hui que les bases ministérielles existent, les Centrales doivent exiger d'elles qu'elles concluent le Front Unique de la base au sommet et sans sectarisme. La direction de Force Ouvrière ne pourra pas maintenir son refus de traiter avec la plus importante des Centrales, la C.G.T. Déjà, en fait, tout en maintenant verbalement son attitude hostile à l'égard de cette dernière, Force Ouvrière doit composer et laisser les mains libres à ses Fédérations. Elle devra choisir demain sans équivoque le Front Unique ou la déconsidération totale. La justification théorique donnée par F.O. de son opposition au Front

M. LEQUENNE.

Suite page 4.

Aussi boitez que soit le projet de loi sur l'échelle mobile adopté par l'Assemblée le jeudi 21 septembre, il exprime la force de la classe ouvrière et la peur de la bourgeoisie. Certes, le dernier mot n'est pas dit. Pleuven s'écrie : « Il existe, Dieu merci, une deuxième Assemblée, elle sera constituée et fera de nouveaux efforts, il espère être davantage entendu. » On peut, en effet, faire confiance au Conseil de la République pour jouer son rôle de « pont salvifique » chargé de la loi.

Les luttes se préparent aujourd'hui dans des conditions favorables, telles qu'il faut remonter à septembre 1947

Aux Elections cantonales VOTEZ OUVRIER

Les 7 et 14 octobre les travailleurs appelés à renouveler les conseils généraux se prononceront sans hésitation pour les candidats des Partis ouvriers et contre les candidats bourgeois. Au premier tour il voteront pour le candidat ouvrier de leur choix. Au second tour ils feront tous leurs efforts pour imposer le désistement en faveur du candidat ouvrier le plus favorisé. Si, poursuivant leur politique de division de la classe ouvrière et de refus dans les faits du Front Unique, les candidats du Parti Socialiste ou du Parti Communiste Français adoptent une autre attitude, les travailleurs sauront exprimer sans équivoque un vote de classe. Ils voteront pour le candidat ouvrier ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Ils refuseront de suivre en particulier les directives de tout candidat socialiste se désistant pour l'un quelconque des partis bourgeois.

La riposte à l'offensive cléricale s'organise lentement

Les organisations de l'Enseignement S.N.I. et F.E.N. viennent de réunir leurs organismes responsables à la veille d'une rentrée scolaire où s'affrontent les forces réactionnaires et cléricales et les défenseurs de l'Ecole laïque. La presse tout entière a accordé une grande attention à ces réunions. C'est que la question a pris une importance très grande depuis que s'est jouée dans les faits sur ce point précis un rapprochement de toutes les tendances syndicales et politiques du mouvement ouvrier, rapprochement qui ne peut manquer de rejeter sur l'ensemble de la lutte revendicative et politique au cours des prochains mois. Par leur unité conservée, S.N.I. et

F.E.N. sont appelés à jouer un rôle important dans la réalisation du front unique pour la défense de l'Ecole contre la réaction cléricale comme pour la bataille des salaires. Cependant, rien de décisif n'est sorti de ces assemblés. Le S.N.I. a décidé la prochaine réunion d'un Conseil National extraordinaire pour étudier les moyens d'action, la grève y compris, propres à briser l'offensive cléricale. En outre, S.N.I. et F.E.N. ont décidé de porter leur effort pour l'instant sur la signature d'une pétition nationale protestant contre les lois antilaïques. Mais à la base la poussée est très forte tant chez les enseignants que dans les milieux ouvriers pour une action d'envoie unique en faveur de l'Ecole. Dans de nombreux départements les cartels locaux se sont réunis. Dans l'Ardèche, à une réunion à laquelle participèrent des représentants de tous les syndicats laïcs et des partis ouvriers (P.C.F., P.C.F., P.S., Fédération anarchiste), a été décidée la tenue de réunions cantonales communes de propagande en faveur de la signature de la pétition. (Suite page 2.)

LIBERONS LES QUATORZE ALGÉRIENS DE LYON !

L'impérialisme français, sa police et sa justice multiplient vexations et répressions contre le peuple algérien. En Algérie, 313 militants nationalistes sont emprisonnés. L'arbitraire, les violences, les amendes s'abattent sur les Algériens qui manifestent leur volonté d'indépendance. En France, mortellement frappés par la puissance du mouvement national parmi les travailleurs algériens immigrés, l'impérialisme a monté de toutes pièces une provocation contre 14 travailleurs algériens de Lyon. « L'Algérie Libre », organe du M.T.L.D., publie les informations détaillées suivantes : Au cours d'une grève déclenchée aux établissements Mandy, à Lyon, un provocateur et agent double du patron et de la police, nommé Youlou, adressa publiquement à ce groupe de quinze un groupe de quinze algériens et au lieu de les louer d'insurrection courageuse, les accusa de ne pas combattre et de ne pas défendre les justes revendications des Algériens. L'agent Youlou déclara que l'Algérie n'était pas un pays libre et qu'il était allé passer son temps, depuis deux ans, dans les prisons algériennes, mais, nos quatorze frères, dont l'innocence et la bonté fut si évidente, furent plus, sont dans les prisons pour crimes et délits alors que le trouble Youlou, l'agent double et libéré de sa charge des déportés.

Le racisme ne passera pas ! Nous arracherons de la prison les quatorze de Lyon ! Le 25 septembre, les 14 de Lyon passeront devant le tribunal. La classe ouvrière française qui arrache des griffes de l'impérialisme les 14 Algériens de Basse-Pointe manifestera sa solidarité agissant en contraignant le tribunal à libérer les 14 Algériens de Lyon.

Le Conseil national du Parti Socialiste et le Front Unique

Les discussions qui se sont déroulées au dernier Conseil National Socialiste qui a défini la tactique de la S.F.I.O. pour les élections cantonales revêtent dans la conjoncture politique actuelle, une importance particulière. Il est vrai qu'à la veille de chaque consultation électorale, les bourses Social-Démocrates montent une belle diversité verbale. Mais il faut aussi comprendre que leurs déclarations et leurs propos traduisent d'une façon parfaite et claire, d'une part leur désir avoué de rester les gérants loyaux du capitalisme, et d'autre part leur refus de base leur parti. Tout le Conseil National a été imprégné de cette double préoccupation. Bien sûr, les chefs réformistes liés au char de la bourgeoisie ne peuvent développer jusqu'au bout une opposition consciente. Ils s'affirment en outre que les élections cantonales ne seront pas prétexte à la formation d'un parti populaire laïque et la classe ouvrière s'en rejouit fort. Mais le fondement ouvrier qui anime la classe ouvrière est venu battre les portes du Conseil National S.F.I.O. et en est l'ennemi le plus acharné. Plusieurs faits sont symptomatiques, en particulier l'intervention de délégués des (Suite page 2.)

Ainsi, en l'absence de candidatures du P.C.I., qui n'est pas en mesure de supporter les frais d'une deuxième campagne électorale dans un si court délai, les travailleurs auront la possibilité non seulement de donner à leur vote un sens de classe très clair, mais d'exprimer leur volonté impérieuse que se réalise le Front Unique de classe contre le gouvernement bourgeois de réaction cléricale, de misère et de guerre, pour un gouvernement de Front Unique des partis ouvriers.

Michel PABLO. Suite page 2.

LA VIE DU PARTI

La Région Parisienne du P.C.I. adhère au Cartel d'Action Laïque... La Région Parisienne du P.C.I. a envoyé samedi une lettre d'adhésion au Cartel d'Action Laïque de la Seine...

LA VIE DU JOURNAL

PREPAREZ VOTRE EFFORT... Nous avons dû cesser la parution de notre organe pendant la période des vacances car sans le soutien permanent de nos militants et sympathisants il nous était impossible d'assurer la parution...

NOS PERMANENCES

- BOUCHES-DU-RHONE 3, rue du Docteur-Barberin, TASCANON... HERAULT M. Burquière, BALARUC-LES-AINS... NORD Victor, 33, rue Boyvin, HELLEMES...

TRIBUNE DES JEUNES

LES 18 MOIS DEVIENDRONT-ILS LES DEUX ANS

Toutes les conséquences des décisions prises par la Conférence d'Ottawa ne se sont pas encore révélées... Toutes les organisations de la jeunesse ouvrière ont pu devoir d'être présentes dans ce combat...

Dix minutes avec le camarade LAK délégué de la section de Ceylan de la IV<sup>e</sup> Internationale

A l'issue du Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous avons pu poser quelques questions au camarade LAK, délégué de la section de Ceylan...

Un événement récent survenu dans le gouvernement de Ceylan nous sert d'entrée en matière... Question. — Que faut-il penser de la récente crise gouvernementale à Ceylan ?

Reponse. — Le Ministre de la Santé et leader de l'Assemblée à démissionné du gouvernement et s'est rallié à l'opposition... Cette rupture est venue amplifier les conséquences de la scission qui vient d'être consommée...

Sur ce programme anti-capitaliste et anti-impérialiste, nous demandons aux masses travaillistes de porter une majorité trotskyste au Parlement... Si le parti stalinien accepte de combattre aux côtés de notre parti...

Q. — Quelles tâches avait à résoudre l'Assemblée constituante démocratique à Ceylan ? R. — Avant tout, l'indépendance véritable par la rupture avec le Commonwealth...

Q. — Quel rapport le Gouvernement Ouvrier et Paysan devrait-il entretenir avec la révolution chinoise et avec le Viet-Nam ? R. — Dans notre manifeste-programme pour les prochaines élections...

Maurice DOUDAN Nous apprenons la mort subite survenue le 26 août dernier, du camarade Maurice DOUDAN... Le P.C.I. et la Verité saluent la mémoire de Maurice Doudan...

dépendants d'Extrême-Orient et parmi eux le Viet-Nam de Ho-Chi-Minh et la République Populaire du Chine...

Une victoire dans notre île aurait d'ailleurs rapidement un grand écho dans les masses des Indes et stimulerait leur propre lutte pour le pouvoir...

La politique anti-ouvrière et anti-démocratique du gouvernement du Congrès, ses fustigations contre les paysans et les ouvriers, son incapacité à résoudre la question agraire...

Dans l'immédiat, la poursuite révolutionnaire des masses de l'Inde s'exprime principalement dans le cadre de ce Parti... La première est son opposition à la lutte révolutionnaire d'indépendance...

La lutte actuelle des dirigeants C.F.T.C. traduit aussi à sa manière cette poussée de base... Dans son discours du 7 septembre, Duclos a dit des choses réformistes qui refusent le Front unique...

Le parti de Frachon a une politique qui permet de les résoudre... Mais le Front unique ne saurait se résumer, ni même être conçu, dans le seul domaine syndical...

Il ne se reprochera à Frachon de ne pas donner une réforme à ces SDROYL... Mais le Front unique ne saurait se résumer, ni même être conçu, dans le seul domaine syndical...

Parti communiste que sa politique isole des masses... R. — A l'occasion des élections indiennes de janvier 1952, où pour la première fois fonctionnera le suffrage universel...

Une très grande crise mûrit aux Indes. L'avenir de cette crise se résume avant tout au problème de la direction révolutionnaire du prolétariat indien...

Q. — Quelle est l'évolution actuelle de la situation aux Indes et des principaux partis indiens ? R. — Aujourd'hui le Parti du Congrès dirigé par Nehru a perdu la plus grande partie de son influence politique...

Q. — Et le Parti Socialiste ? R. — Dans cette situation les masses voient dans le Parti Socialiste qui a rejoint le Congrès le moyen de donner le coup de grâce au Congrès...

Q. — Pourquoi ce type d'Etat et de Gouvernement lutte le Parti Samasamaj ? R. — Nous luttons pour un gouvernement ouvrier et paysan, mot d'ordre que nous défendons depuis plus de 15 ans...

Q. — Quel rapport le Gouvernement Ouvrier et Paysan devrait-il entretenir avec la révolution chinoise et avec le Viet-Nam ? R. — Dans notre manifeste-programme pour les prochaines élections...

FRACHON, DUCLOS ET LE FRONT UNIQUE

DANS une série d'articles sur les problèmes syndicaux Benoit Frachon abordait récemment les problèmes du Front unique dans des termes favorables à sa réalisation... L'attitude actuelle des dirigeants C.F.T.C. traduit aussi à sa manière cette poussée de base...

Riposte au cléricisme

Dans la Seine, le cartel s'est aussi réuni et toutes les organisations ont accepté d'invoquer leurs adhérents à recueillir des signatures... C'est dire toute l'importance de cette question aujourd'hui...

SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE S.E.L. C.C.P. n° 6964-96 CORVIN, 46, Rue de l'Arbre-Sec - PARIS. Les livres indispensables pour comprendre les grands problèmes d'aujourd'hui. Daniel GUERIN, Du Viet-Nam à l'Amérique ? 480 fr. Labor - Les frustes, 480 fr. Labor - La Révolution Agraire et la Révolution, 480 fr. Labor - Notre, 480 fr. Lisez les œuvres du fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ma Vie, 150 fr. Qu'est-ce que le Nationalisme Socialisme, 40 fr. D'une égalité, au danger de la guerre, 50 fr. L'URSS, 50 fr. Le S.E.L. n'est pas seulement une librairie politique et sociale. Il peut vous fournir tous les ouvrages que vous désirez. Le S.E.L. assure à tous ses amis 10 % sur beaucoup de ses ouvrages.

SITUATION internationale

Suite de la page 1.

Son attitude en Corée et sa participation à la Conférence de San Francisco visent plus spécialement à retarder l'heure du réarmement effectif du Japon.

Les propositions de Grotewohl visent à retarder l'heure du Congrès Mondial de l'IV Internationale. Elles constituent l'offre la plus avancée faite jusqu'à maintenant par le diplomate du Kremlin sur la question de l'unification de l'Allemagne, précisément parce que Washington est à la veille de réarmer et d'intégrer le régime de Bonn dans ses plans de guerre.

Grotewohl étant par dessus bord toutes les conditions que la Conférence de Prague posait encore l'hiver passé à l'unification de l'Allemagne, se déclare prêt à la réaliser à la suite d'élections libres dans toute l'Allemagne.

Indépendamment de l'aspect concret que cette proposition pourrait prendre pour Grotewohl et le Kremlin si elle venait à être retenue, sa forme actuelle a été étudiée en vue de provoquer le maximum de retentissement favorable parmi les masses allemandes, parmi une partie même de la bourgeoisie allemande, et même parmi certains milieux de la bourgeoisie européenne, française et anglaise en particulier.

Unifier l'Allemagne sur la base d'élections libres parait être le souhait le plus ardent de Grotewohl et tout le régime de l'Allemagne orientale. Mais, d'autre part, l'Allemagne unifiée tomberait pour une certaine période soit dans un régime à l'Autriche, soit sous le contrôle des quatre puissances, soit de toute façon désarmée et évacuée de toutes troupes d'occupation, y compris des troupes américaines.

D'autre part, l'incorporation des 18 millions d'Allemands de l'Allemagne orientale qui ont connu non seulement l'aspect politique et bureaucratique, mais aussi économique, mais en même temps une expérience inestimable des nouvelles formes de production et de progrès, jouera comme un puissant ferment social et politique dans le gouvernement impérialiste allemand.

On voit quel profit pouvait tirer le Kremlin de la proposition Grotewohl dans sa forme actuelle, même dans le cas d'une application intégrale et sans autres conditions, qu'il présenterait à la dernière minute, mais précisément pour cette raison, ni Washington, ni le régime de Bonn à sa dévotion ne sont disposés à l'accepter.

Il est probable, écrit-il à ce sujet l'organisateur britannique Observer (23-9-51) que les Allemands nationalistes, encore si peu et accablés la division provisoire de l'Allemagne, en attendant que cette dernière retrouve vers 1953 non seulement son unité mais aussi son caractère national.

Car selon l'opinion de cet organe autorisé de la bourgeoisie britannique, la force militaire de la coalition « atlantique » sera telle à cette époque que celle posera devant le Kremlin le dilemme : se retirer de l'Allemagne et de tout le globe à l'instar des frontières de l'U.R.S.S., ou se résigner à la défaite camouflée de dire que les Allemands doivent attendre que la guerre rétablisse l'unité et l'intégrité de l'Allemagne, naturellement celle des ruines et des amputés.

Il est juste que l'unité de l'Allemagne soit décidée par son peuple seul, laisse il lire, sans aucune contrainte de décider de son sort.

Ceci signifie que toutes les troupes d'occupation doivent évacuer l'Allemagne avant sa consultation. Les partis ouvriers ont d'autre part intérêt de faire campagne commune pour que se forme alors un gouvernement ouvrier garantissant de l'impérialisme et du contrôle de la réarmerie soviétique l'indépendance réelle de l'Allemagne unifiée et étendant sur toute l'Allemagne les réformes progressives réalisées dans l'Allemagne orientale.

SOUSCRIPTIONS

Cellule de Montpellier, 50; Toulouse, 2.000; Laval, 1.000; Cellule R. Paris, 3.000; Le Havre, 1.500; Cellule de Paris, 1.000; Neuve, 150; De Charleux, 200; L'Inferno, 300; un minuscule 200; un médaille, 300; un médaille, 200; un employé, 130; Héline, 150; Bernuzzi, 500; J. B. 130, 500; Anonyme, 200.

TOTAL : 14.143; total précédent : 61.450; TOTAL GENERAL : 62.573 fr.

DE LA LETTRE à l'œuvre

Les articles récemment publiés par les forces françaises dans les journaux du Nord-Vietnam au cours de leur tentative d'établissement d'une zone morte, le pillage et la destruction des récoltes sont déposés dans un rapport de l'Agence de Presse Intercontinentale.

Les Français ont tenté des milliers d'hommes et tirent 20.000 projectiles pour le nettoyage d'une petite bande de 100 mètres de large dans le district de Binh Hoa province de Haouang. Dans certains endroits, sur des milliers de toits et brèches vivants tués par les troupes françaises les regardant avec horreur.

Après avoir enlevé le détail et raffiné le détail des passages dans les journaux de districts de Vietnam et Yenching (province de Mandchou) les Français les respectent entièrement, et leurs avions survolent quotidiennement la région, attendant tout signe de vie pour l'exterminer.

Au sud d'Haouang, les Français se servent d'épis de riz pour répandre les virus bactériens, incendiant la population à combler les trous, incendiant les villages de fuir; ils laissent leurs avions incendier à travers champs pour brûler les semences précieuses, et ceci fait partie d'une politique consciente visant à réduire la population par la famine. Les familles de plus de six ans elles-mêmes s'échappent par la voie.

Le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV Internationale (1)

DES CHAMPS S'EFFONDRENT

Nous avons, dans le précédent numéro de la Vérité, annoncé la tenue récente du 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV Internationale et publié son Manifeste aux travailleurs de tous les pays. Dans le numéro d'octobre de la revue Quatrième Internationale nous avons publié les résolutions et thèses politiques adoptées par ce Congrès. Nous allons dans une série d'articles faire connaître aux lecteurs de la Vérité les actes, ainsi que le bilan d'activité et les leçons dégagées quant au développement de notre mouvement dans la lutte mondiale que nous les exploités pour s'émanciper de la société capitaliste.

LA GUERRE QUI SE PREPARE, LA REVOLUTION QUI VIENT...

Le principal débat du III<sup>e</sup> Congrès Mondial a porté sur la situation politique actuelle et les tâches des trotskystes. Pendant deux jours et demi, une trentaine d'interventions ont examiné les différents aspects d'un monde en ébullition éminemment nouvelle, afin d'en dégager les tendances essentielles et les principales tâches de l'avant-garde révolutionnaire. Le Congrès a adopté une Résolution POLITIQUE qui, sur la base de ces thèses, définit plus précisément les tâches dans la conjoncture immédiate pour différents pays.

La situation mondiale est dominée par la préparation accélérée, sur tous les plans, de la troisième guerre mondiale; tel est le point de départ de l'analyse faite par le Congrès. Mais cette troisième guerre mondiale n'est pas identique aux deux précédentes. Il ne s'agit pas d'une guerre inter-impérialiste pour le partage ou le répartition du monde entre deux blocs de puissances impérialistes. Au cours de la première guerre mondiale, un sixième du globe et un dixième de sa population échappèrent au système capitaliste. Six ans après, la révolution mondiale réduisit à partir de 1923, le monde capitaliste connu un nouveau répit. Six ans après la fin

de la deuxième guerre mondiale, le tiers du globe et le tiers du genre humain échappèrent au système capitaliste, lui-même dominé par l'impérialisme américain regeignant de capitaux et de forces productives. Mais la révolte des masses opprimées doit s'apaiser, ne cesse de s'étendre d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre.

par Pierre FRANK

La Révolution chinoise gagne tout l'Extrême-Orient, s'approche des Indes. Le Moyen-Orient commence à se soulever. Les colères grondent du nord au sud de l'Afrique. L'Amérique latine connaît de grands mouvements de masse. Dans la vieille Europe, tandis que les travailleurs de France et d'Italie malgré plusieurs échecs se préparent pour de nouvelles grandes batailles, les travailleurs de Grande-Bretagne et d'Allemagne ont pour des raisons très différentes, n'ayant pas encore bougé depuis 1945, commencent à engager des luttes annodnelles de combats gigantesques. Enfin, dans la capitale impérialiste, les Etats-Unis, le Labor, le prolétariat, commence à être affecté par les conséquences économiques des préparatifs de guerre.

La guerre qui se prépare, ce n'est pas, comme en 1914 et en 1939, celle de deux puissances ou groupes de puissances, sûres d'emporter leurs victoires par duplicité ou par contrainte pour la défense de leurs marchés ou pour en conquérir de nouveaux. Ce n'est pas la lutte de deux uns pour conserver les rapines du passé contre ceux qui veulent se la approprier. C'est la lutte du capitalisme pour se défendre son « espace vital » se retenant de plus en plus, à la fois contre des Etats qui ne reposent plus sur des bases économiques capitalis-

tes, ces peuples colonisés en rébellion, des mouvements de masses à la recherche d'un issue à leur sort insupportable, à la dictature et à la guerre que le capitalisme leur inflige.

Cette guerre est inéluctable, a dit le Congrès Mondial, parce que le développement de la lutte de classes au sein de l'Etat-Uni n'a pas encore atteint le point où l'équilibre social capitaliste s'y trouverait menacé à bref délai. Le capitalisme ne disparaîtra pas sans combattre. Il résiste contre les masses insurgées comme il le fait en Corée. Mais, a ajouté le Congrès Mondial, cette guerre ne passera pas comme en 1914 ou en 1939 — sur des travailleurs désorientés ou écrasés. Le capitalisme n'a pas la possibilité, dans les courts délais qui sont imposés, de modifier profondément un rapport de forces qui est actuellement à son désavantage. Il ne peut sérieusement envisager de transformer radicalement le rapport des forces entre lui et le prolétariat dans les principaux pays en vue de mener la guerre; au contraire, ce rapport de forces tend à se modifier en son désavantage, et la guerre est pour lui le seul moyen s'il en réchappe de retourner la situation en faveur du prolétariat. Le prolétariat, dans les milieux résultant des préparatifs de guerre.

Dans cette situation, le Congrès Mondial a clairement défini la position et les tâches des trotskystes. Le capitalisme prépare la guerre, nous devons nous préparer et préparer les masses pour la révolution. Deux camps sont en présence dans le monde. L'un est celui de l'impérialisme où est réalisé le front unique de toutes les forces capitalistes mondiales; ce camp est menacé par la lutte de larges masses, et nous devons stimuler celles-ci pour assurer sa défaite et son effondrement. L'autre est celui d'Etats qui sont en lutte avec les masses, et nous sommes en lutte pour la victoire de ce camp. Nous sommes en lutte avec les directions bureaucratiques, qui entravent et trahissent les luttes des masses et sont un obstacle à la victoire.

Dans un prochain article, nous indiquons comment le III<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV Internationale a répondu au problème éminemment complexe de la tactique que les trotskystes doivent suivre pour aider les travailleurs à se dégager des directions bureaucratiques et créer des directions révolutionnaires.

Pour aider LA VERITE abonne-toi UN AN : 300 FRANCS

YOUGOSLAVIE

Le recul de la planification n'est pas le déperissement de l'Etat

Face aux périls qui menacent ce pays, il n'y a qu'une seule voie, indiquée par le recul de la planification. Le Congrès Mondial de la IV Internationale a défini la tâche de constituer un parti communiste yougoslave une Opposition légitime pour remplacer la direction opportuniste actuelle qui aura pour tâche de chercher à lier aux forces révolutionnaires qui se développent dans le monde, et qui posera la stratégie de résistance au Kremlin et à Wall Street sur la fusion intime avec ces forces.

Constituer au sein du Parti communiste yougoslave une Opposition légitime pour remplacer la direction opportuniste actuelle qui aura pour tâche de chercher à lier aux forces révolutionnaires qui se développent dans le monde, et qui posera la stratégie de résistance au Kremlin et à Wall Street sur la fusion intime avec ces forces.

L'agence Tanyoug a récemment communiqué que le 1<sup>er</sup> septembre 1952 l'Etat n'assure plus, comme par le passé, la direction générale de l'économie nationale, mais qu'il se contentera de jeter les bases d'un « plan » de la production et de la distribution. Dans le cadre d'un nouveau système chaque entreprise sera libre de décider quels articles et quelles quantités d'articles elle pourra fabriquer. D'autre part, le budget fédéral ne disposera plus de budgets de différentes républiques yougoslaves et n'apportera aucune restriction aux droits budgétaires de ces républiques. Les plus grands parts de bénéfices réalisés par les entreprises leur sera laissée avec faculté de les utiliser comme bon leur semble.

Les commentateurs du journal Le Monde appelle ces mesures une nouvelle étape dans la voie de la « décentralisation ». Il s'agit effectivement d'une décentralisation allant dans le sens des mesures déjà entrées en vigueur depuis plusieurs mois en Yougoslavie. Mais celle-ci aura comme conséquence, si elle est appliquée, de décentraliser la direction nécessairement centralisée de l'économie de l'Etat ouvrier. Et ces mesures, signalons en passant, n'ont absolument rien de commun avec le « déperissement » de l'Etat dont tant parlent les dirigeants yougoslaves. Le déperissement de l'Etat c'est la remise de plus en plus grande du fonctionnement général de la société entre les mains des travailleurs et non le retour à un libéralisme économique qui ne peut profiter dans les conditions actuelles qu'à renforcer les tendances à l'accumulation capitaliste.

Si pénible que soit cette réalité, il faut aujourd'hui constater que la Yougoslavie, qui avait suivi pendant un temps un cours progressif, risque actuellement d'entrer dans la voie de la dégénérescence qui peut prendre une allure rapide dans ce pays de 14 millions d'habitants, renchéant par un double blocus de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique et cela dans une situation internationale de tension sans précédent entre les classes et les camps en présence.

Mais ni les difficultés de la période, ni les crimes de Staline ne peuvent excuser le cours réactionnaire suivi par les dirigeants du Parti communiste yougoslave qui risque de conduire l'Etat ouvrier yougoslave à sa perte.

LA VERITE

abonne-toi UN AN : 300 FRANCS

L'Amérique et la lutte des classes

De notre correspondant aux U.S.A. Charles HANLEY

New-York, avril 1951. Depuis quelques années déjà, l'E.C.A. (Administration du Plan Marshall) assiste aux meetings syndicaux et aux conférences européennes, représentant les bureaucraties réformistes et catholiques, afin de les convaincre de l'existence d'un système de lutte des classes dans ce pays. En effet, certains membres de ces délégations syndicales ont déclaré que le marxisme ne serait pas applicable à l'Amérique, en disant que les syndicats y collaboreraient loyalement avec le gouvernement. Les travailleurs trouveraient plus avantageux un partage des bénéfices entre capitalistes et salariés que l'élimination du système capitaliste.

Un de ceux qui, d'une façon assez présente et subtile, essaient de combattre le marxisme en se référant à l'exemple américain, c'est M. Bernard Vacheret dans « Ecole et Education ». Son article a été reproduit dans « Trans-Atlantic », bulletin d'information de l'E.C.A. pour divers syndicats, parusant à Washington. Il est vrai que la majorité du prolétariat américain n'a pas encore atteint le degré de conscience politique nécessaire pour la création d'un grand parti des travailleurs (bien que la naissance d'un tel parti ne soit nullement exclue dans un avenir plus ou moins proche). Néanmoins, la lutte présente est une réalité puissante aux Etats-Unis comme ailleurs — même si les dirigeants de l'A.F.P.L. et de la C.I.O. se prononcent pour le marxisme, se l'attribuent et se prirent. Les grèves impressionnantes que les USA connaissent souvent ne sont-elles pas une preuve de ce mouvement? M. Vacheret prétend qu'il s'agit d'une lutte purement économique et non d'une opposition sociale. Mais depuis quand un acte confus, comme celui-ci, ouvrier n'a-t-il aucune signification sociale? Et toute l'histoire des syndicats C.I.O. n'est-elle pas celle d'un immense mouvement social malgré les bureaucraties d'aujourd'hui? Quant à la tension actuelle entre les syndicats et le gouvernement capitaliste, n'est-ce pas indubitablement une étu-

de tous les pays

LA LEÇON DU CONGRES DES TRADE UNIONS

Le Congrès des Trade Unions avait à son dernier l'occasion pour les travailleurs anglais de débattre sur un certain nombre de points la politique du gouvernement travailliste.

Cette nouvelle bureaucratie de la direction ont soigneusement évité le combat sur les véritables problèmes, passant même de ce débat à l'attaque contre Bevan et la gauche du Congrès. La gauche a accepté le combat seulement sur la question secondaire du remboursement par la Sécurité sociale de lunettes et de dentiers. Mais elle a pu compter les forces énormes de l'opposition à la gauche. Les listes qui n'étaient pas loin d'atteindre la majorité : 3.272.000 voix contre 3.775.000, alors que le délégué des chemistes qui disposait de 400.000 voix et qui n'avait pas voté avec les bureaucrates de la gauche, a été condamné par le Congrès, à la quasi-unanimité du rétablissement des relations diplomatiques avec l'Espagne franquiste, ainsi que les importantes minorités qui se sont opposées sur des motions concernant la situation des travailleurs en Allemagne ou l'ingérence américaine en Grande Bretagne mentionnant également le mécontentement des masses devant la politique extérieure du gouvernement travailliste.

Sur le plan intérieur, la direction a vu éviter une dure bataille pour le relèvement des salaires en y substituant un système de « copinage » des salaires devant elle. Elle a évité de satisfaire aux ouvriers en les faisant propriétaires de « parts » d'entreprises. Plus de deux millions de mandats (50 %) ont été émis pour des mandats pour de nouvelles augmentations de salaires financés par les bénéfices.

Cette résolution contre la résolution finale du Congrès qui insiste sur un contrôle plus strict des profits et une liquidation des entreprises à l'égard des bénéfices, prouve bien que la masse des travailleurs anglais garde toute sa combativité qu'elle va avoir l'occasion de manifester lors des prochaines élections.

Un du bataillon français en Corée vous parle. Passer un deuxième hiver ici est physiquement impossible. Ainsi s'exprime un sous-officier du bataillon français en Corée dans une lettre publiée par « Le Monde » du 19 septembre. Après avoir pendant près de neuf mois soutenu une tension nerveuse comme celle que nous avons connue, cet homme se sent demander à tout moment de partir.

Nourris de rations C, et F, certains de nous ont eu la dysenterie à fait souvent. Il paraîtrait que c'est pour le prestige français (sic note de la rédaction) que l'on doit faire deux ans. Mais n'oubliez pas en ligne de compte que les conditions de vie en ce qui concerne le combat et l'état moral de tous ces gens qui sont venus ici pour défendre les valeurs françaises.

Qui pourra en France, pendant que nous nous battons, acheter un journal? Nous aimerions pour notre retour. La « rotation », vous le savez maintenant, est un acte de guerre, après avoir été un acte de paix. C'est un acte de désobéissance.

L'auteur de cette lettre, qui laisse entendre qu'il défend le Bateau de la « rotation » il pourrait bien prendre celui de la désertion, déclare exprimer l'opinion d'un grand nombre de soldats et de sous-officiers du bataillon français en Corée.

JUILLET 1951

Quatrième Internationale

La lutte des classes en Europe occidentale. C'est le feu en Corée. Héroïsme révolutionnaire et calcul bureaucratique. TAN MALAKKA Ten Malakka. — Le marxisme et le superbiaisisme en Union soviétique. Suzanne Leohard. — J'ai vu Mussolini. — La théorie du capitalisme d'Etat. Alex Stromer. — Le plan Schuman et l'économie de réarmement.

J. Posadas. — La Conférence mondiale des ministres des Affaires étrangères. Pauls Juhkava. — Agrolites et la révolution en Union soviétique. Lettre de Natalia Trotsky au Comité Exécutif de la IV Internationale. Déclaration du Comité Exécutif de la IV Internationale. Lettre du Secrétariat international au Comité Exécutif de la IV Internationale. Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

« syndicats forts » et organismes patronaux « intelligents » améliorer le standard de vie des ouvriers. La vérité c'est que le mouvement de vie des ouvriers américains n'a été amélioré, au cours des dernières décades, que par suite de la lutte des syndicats, dont quelques-uns furent gigantesques, et des patrons firent assassiner des militants syndicaux à plusieurs reprises et, même, un jour, nous avons reçu devant l'empireur japonais dans un vain effort de briser des syndicats!

L'actuelle attaque des capitalistes contre le standard de vie des masses n'est certes pas faite pour confirmer la thèse de M. Vacheret. La répartition des sacrifices et des bénéfices entre patrons « intelligents » et travailleurs se fait de la manière suivante : En 1950, les capitalistes américains réalisèrent des profits records, 33 % de plus qu'en 1948 (mais ils payèrent moins de taxes en 1950 qu'en 1948). Ces nouveaux axes ont été augmentés de 3,5 % pour les millionnaires et de 20 % pour les prolétaires. Le système démocratique », n'est-ce pas, Monsieur Vacheret? Tandis que les profits capitalistes continuent à monter, le pouvoir d'achat des salaires a diminué et le danger inflationniste est devenu menaçant. D'après les statistiques officielles, les deux tiers de la population n'atteignent d'ailleurs pas un revenu de 4.000 dollars par an, considérés pourtant comme le minimum vital par le Ministère du Travail des U.S.A. Mais General Motors annonce pour l'année 1950 un bénéfice net de 834 millions de dollars.

Le prolétariat américain est décidé à se défendre. En France, déjà, nous constaterons de plus en plus. Vu que la lutte des travailleurs rencontre l'opposition du Gouvernement, et pose nécessairement des questions politiques — celle des relations entre les syndicats et le Parti Démocrate par exemple — elle servira aussi à développer la conscience politique de la classe ouvrière américaine. Déjà maintenant, le capital impérialiste craint le révol politique, ce révol plus que toute autre chose.

# SEULE FRONT OUVRIER

## Comités d'Unité d'Action pour l'unité et pour une victoire

Les centrales syndicales, d'un commun accord, ont réclamé la fixation du minimum interprofessionnel garanti à 23.600 francs par 40 heures.

Le gouvernement l'a fixé à 20.000 pour 45 heures, soit 17.300 pour 40 heures. M. Fiches a fait la peine de faire un discours radio-ajusté pour nous en avertir. Cette augmentation compense, à-t-il dit, non seulement les hausses de prix passées, mais celles à venir, et si les travailleurs veulent gagner plus, qu'ils acceptent leur propre sort.

Seuls les naïfs, vrais ou faux, seront surpris.

Mais le discours de Fiches constitue une véritable déclaration de guerre au monde ouvrier dont il finira par toutes les concessions à nous vaines, toutes nos revendications.

Les 23.600 francs pour 40 heures, échelle mobile des salaires, ne peuvent être arachés que par une lutte d'ensemble de tous les travailleurs.

La première condition de cette lutte est l'unité d'action, de l'usine aux bureaux confédéraux.

Le Bureau Confédéral de la C.G.T. à la suite du discours de Fiches, a fait des propositions d'unité d'action aux autres bureaux confédéraux, C.F.T.C., C.G.S. et Fédération Autonome de l'Enseignement. La lettre du Bureau Confédéral de la C.G.T. proposait :

« Malgré nos divergences sur certains problèmes... une réunion commune... et les méthodes d'action propres à les faire aboutir ».

Les dirigeants C.F.T.C., C.G.C. et de la Fédération Autonome ont, répondu, avec plus ou moins de réticences, qu'ils étaient d'accord avec le Bureau de la C.G.T. pour engager une telle action.

Seuls ces dirigeants F.O., ont opposé le non catégorique. « La C.G.T.-F.O. est disposée à mener une action en accord avec les autres centrales syndicales libres, mais elle rejette les offres insidieuses de la C.G.T. communiste, l'unité d'action dans ces centrales, en premier lieu la C. G. T. qui a derrière elle plus de travailleurs que toutes les autres centrales réunies ».

Mais nos syndicalistes « libres » et « vrais » préfèrent générer après du « patronat imbecile », du « gouvernement impuissant » qui — dit André Lafont dans F.O. du 13 septembre — ne comprennent pas combien les dirigeants F.O. se sont dépechés depuis 4 ans pour « éviter l'aventure ». Traditions, pour éviter une lutte réelle et efficace qui aurait pour conséquence le délabrage du socialisme « impuissant » et des patrons « imbeciles ».

Leurs supplications n'apportent rien aux travailleurs. Elles ne font que démontrer ce qu'est leur syndicalisme « vrai » et « libre » et un régime impuissant sous la bannière de l'unionnisme, jouant son rôle dans la préparation de la guerre impérialiste.

Les propositions de la C.G.T. ont rencontré un très grand écho parmi les travailleurs de toutes les centrales et inorganisés car ils ont combiné cet indépendance l'unité d'action pour faire aboutir leurs revendications contre les patrons et le gouvernement.

La reprise des centrales syndicales (F.O. mise à part) en est le témoignage. Mais les conversations entre dirigeants syndicaux peuvent cacher bien des manœuvres diaboliques. Il faut aussi que les ouvriers qui font encore confiance à F.O. soient entraînés dans l'unité d'action, il faut enfin que l'unité d'action si elle se réalise ne se rompe pas au premier choc.

Les Comités d'Unité d'Action démocratiquement constitués sont les instruments permettant de vaincre les résistances à la réalisation de l'Unité d'Action, comme de faire échouer les manœuvres qui tendraient à l'effrayer ou à la rompre.

Les travailleurs, quel qu'ils soient, syndiqués ou qu'ils soient inorganisés, ont fait de multiples expériences.

Ils ont vu des obstacles artificiels, des divergences étranges à leurs intérêts empêcher que l'unité qu'ils veulent passionnément voir réalisée, ne soit jamais atteinte.

Il y a eu l'unité réalisée dans une corporation ne pas se réaliser à l'échelle nationale et dans toutes les corporations et, ainsi, empêché le démantèlement de la lutte d'ensemble qui leur aurait permis de réaliser des victoires décisives.

La classe ouvrière a aussi vécu une autre expérience, la grève du métro, déclenchant à son exemple le débrayage des cheminots et d'autres corporations. Cette grève a montré à tous comment pouvaient être vaincues toutes les difficultés.

C'est cette expérience qu'il faut aujourd'hui généraliser à l'échelle nationale et dans toutes les corporations.

Comme cela s'est fait au Métro en mars, les travailleurs doivent discuter dans toutes les entreprises, parcellaires ou non, au sein de cellules fédérées, du programme sur lequel ils peuvent s'entendre et des moyens nécessaires à son aboutissement. Sur cette base, ils nomment leur Comité d'Unité d'Action largement représentatif, sous réserve, sous la réserve d'opposer les décisions prises, d'établir le contact entre eux au sein des corporations et entre les corporations.

Si ces Comités se constituent et agissent, soyons sûrs que les discussions engagées au moment d'aboutiront, qu'aucun piège ne pourra empêcher la réalisation de l'unité, que les travailleurs F.O., avec ou sans l'assentiment de leurs dirigeants, rejoindront leurs frères de la C.G.T., des autres centrales ou inorganisés dans la lutte d'ensemble enfin possible. Alors, très rapidement, s'ouvriront à la classe ouvrière d'énormes possibilités pour imposer ses solutions à tous les problèmes, y compris celui du pouvoir.

Encore faut-il remarquer que dans nos budgets F.O., et C.F.T.C. sont comptés les impôts et cotisations de Sécurité sociale que les travailleurs devraient encore se voir soustraire !

C.F.T.C., F.O. centrales réformistes dont les dirigeants sont érotiquement liés au bloc atlantique, cherchant par des chiffres « raisonnables » à ménager un compromis avec la bourgeoisie. Ce sont elles qui exposent que « demander plus serait dommageable ». Ça généraliserait véritablement les bourgeois et les bourgeois !

La C.G.C. dont le caractère réactionnaire d'organisation catégorique est bien connue, mise sur la hiérarchie pour retarder l'unité d'action de la classe de masse.

La C.G.T., dans le cadre de la politique des staliniens d'union avec les « patrons patriotes », et dans la but de rendre un accord d'unité d'action de sommes plus facile avec les Centrales réformistes (est allié avec les masses bases. Il est à remarquer à ce sujet, qu'elle a reculé depuis le 15 juin 1951, où sur la base du budget-type de la fonction publique elle posait la revendication de 24.932 fr. !

Que conclure de ces faits ?

Il apparaît à nos yeux d'un budget-type sérieux de base au calcul d'un salaire minimum comprenant la couverture de tous les besoins essentiels des travailleurs (besoins de la vie matérielle) est juste à condition que ce calcul et ces données soient discutés par les travailleurs eux-mêmes et non par les dirigeants soumis à des impératifs contre-révolutionnaires.

Ensuite, que la bourgeoisie ne peut et ne peut accepter une telle réalité. Elle modifie, en fonction de ses besoins d'exploitation, le budget-type de la classe ouvrière, les bases de calcul. Elle a ainsi fait son maximum en 1947 le budget de la Commission Supérieure de la fonction publique. Aujourd'hui qu'il donnerait 24.900 fr. par mois et substitue des calculs aboutissant à 20.000 fr. pour 45 heures ! Depuis 1947, cette bourgeoisie s'est engagée de plus en plus dans le sens de la réaction et de la préparation de la guerre à elle fait payer le prolétariat.

Voilà pourquoi, si, sous la pression ouvrière bougeant les stratèges syndicalistes réformistes ou staliniens du patronat et le gouvernement essayent de donner le change, en lançant une sorte d'échelle mobile, celle-ci est édulcorée et vidée de l'essentiel, de l'essentiel d'un salaire de référence insuffisant et la limitation de la périodicité de révision.

Les travailleurs sont tous conscients de cette situation. Un des freins au développement de leur lutte est l'obscurité entretenue sur tous ces problèmes par leurs dirigeants qui pour des raisons diverses ne veulent pas leur dire : « ou bien nous faisons un budget-type d'augmentation par mois ou vous reprendrez au patronat ce qu'il vous a volé depuis 1938 ; ou bien cela fait 300 milliards à prendre à la bourgeoisie et ce n'est pas la somme d'un milliard de francs à donner à la bourgeoisie ! »

Mais si, aujourd'hui même, les travailleurs savent qu'ils ne peuvent attendre ce qu'ils veulent, ils peuvent prendre leurs organisations syndicales et politiques à leur propre main d'être.

Mais si, aujourd'hui même, les travailleurs savent qu'ils ne peuvent attendre ce qu'ils veulent, ils peuvent prendre leurs organisations syndicales et politiques à leur propre main d'être.

## F.O. chez Renault ne doit plus saboter l'unité TOUS EN CONTRE LEFACHEUX

Lefacheux vient d'accorder généralement 8 % d'augmentation à tout le personnel ouvrier... Le syndicat C.G.T. Renault : « Les revendications (45 francs et échelle mobile) ont été satisfaites, le travail à l'unité doit s'organiser ; notre organisation syndicale doit se rapprocher de plus en plus des travailleurs, par le fonctionnement de fortes sections syndicales de département, jouant leur rôle dans la création de véritables comités de lutte groupant tous les ouvriers syndiqués ou non... »

Alors que dans le courant des mois de juin et juillet les ouvriers avaient dû mener la bataille pour obtenir une prime, voilà qu'aujourd'hui les primes semblent tomber de toutes parts et les organisations se succèdent sans se désemparer. Aux mois de juin et juillet, il n'y avait pas un franc en caisse pour satisfaire les revendications ouvrières. Au mois de septembre, il apparaît qu'une vaine miraculeuse s'est brusquement ouverte et que les billets de mille francs pleuvent de toutes parts sur les travailleurs... Mais pourquoi diable Lefacheux et ses pareils, notamment le C.N.P.F. invitent ses adhérents à augmenter les salaires dans une proportion de l'ordre de 10 à 12 %, se sentent-ils brusquement pris d'une frénésie de générosité à l'égard des travailleurs ?

En réalité, ces messieurs ont peur. Ils ont peur et essaient d'arrêter la contre-offensive ouvrière en lançant un peu de lest.

Que penser dans ces conditions de l'attitude du syndicat F.O. Renault qui se glorifie dans le bulletin de septembre 50, se félicite des 8 % obtenus ? D'autant plus que ces accords, signés à l'époque par la C.F.T.C. et demandés depuis par le S.R. (Syndicat indépendant Renault de type fasciste) et par le C.G.T. et F.O. Ce qui se passe en effet de F.O. Renault qui monte au pinacle les 8 % obtenus plus les 4 % de juin, ce qui fait 12 %, alors que la Fédération F.O. Renault a rompu le décret avec le patronat sur le chiffre de 15 % d'augmentation que le C.N.P.F. ne voulait pas accorder.

Plus que de vanter les mérites d'une discussion autour d'un tapis vert et du Front unique avec un syndicat d'obédience gaulliste, le syndicat F.O. Renault ferait mieux pour le plus grand bien des ouvriers qu'il prétend défendre, de répondre aux propositions réalistes émanant du syndicat C.G.T. et C.F.T.C. de l'usine en vue d'une réunion commune pour discuter des revendications et des modes d'action à employer.

Que les centrales syndicales s'entendent au sommet et se mettent d'accord sur toute une série de questions est un préalable à tout développement et d'unité, cela ne fait aucun doute. Que les syndicats locaux et d'entreprises s'entendent également ne peut qu'être bénéfique à cette entente des directions. Mais, comme le dit André, secrétaire du

## Après la grève de la traction aux aciéries de Longwy

Après douze jours de lutte les ouvriers de la Traction des Acieries de Longwy ont repris le travail... Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

## La démocratie, arme de l'unité

À la suite de la lettre envoyée par le Bureau Confédéral de la C.G.T. aux autres centrales, leur proposant le Front Unique pour les 23.600 fr. et l'échelle mobile, s'est tenue l'Assemblée des cadres de la C.G.T. de la métallurgie parisienne, le 13 septembre à Baillet.

Réaffirmant la ligne développée dans les articles de « l'Humanité », la traction développée les nécessités de l'Unité d'action totale et à tous les échelons. Il insista sur la nécessité d'œuvrer pour la création de Syndicats unifiés dans les entreprises, où, tout en gardant leur autonomie d'organisation, les syndicats de toutes tendances se rassembleraient dans une seule organisation face au patron.

Ces thèmes, en général correctement développés, correspondent à la situation actuelle des militants présents de la classe ouvrière.

Frachon constatant l'impréparation manifeste des cadres ouvriers des entreprises à appliquer rapidement cette orientation, n'a pas hésité à déclarer :

« Je pensais que pour l'heure présente, il y avait de grands combats à mener dans la nuit se prépare, je pensais qu'il y aurait eu des réunions, mais là, rien. Et rien, soyez-en sûrs ça n'est pas grandiose, et cela est grave, et même très grave car si comme au mois de mars, ceux-là même qui doivent dans les entreprises

## Loyauté mal récompensée

Mais l'ère ouvrière de 20 septembre, Jean Coste demande aux travailleurs « une manœuvre patronale » et s'efforce de leur faire voir le syndicalisme « libre », de quoi s'agit-il ?

La Fédération F.O. des industries chimiques, séparément, des efforts pour la réalisation de la classe de masse de l'industrie du pétrole.

Après les pourparlers, la Chambre patronale recommanda à ses adhérents de majorer les salaires restés d'au moins 15 %.

« Je m'adresse aux travailleurs et je vous annonce que les patrons ne sont pas satisfaits de la situation actuelle, ils ont derrière les représentants F.O. qui ont alors bonne mine, et accordent 15 % de majoration.

C'est un coup bas, voilée Jean Coste qui s'efforce d'indignation devant tant de lâcheté.

Et il ajoute : « Allez certifier après ça que l'action syndicale s'est à quelque chose ! »

Cette phrase est tout un programme, et quel programme.

Celui d'un service réformiste dont l'ambition est de faire vivre des syndicats réformistes, et cela est tout ce que cela qu'il s'agit, et Jean Coste, après l'indignation du patronat loyal, nous en arrive à la métallurgie des grandes perspectives « sociales ».

Il évoque ces conversations privées avec les dirigeants et indique l'échec de l'U.S.A. 40 « l'en fait grand cas du syndicalisme ».

Mais Renault se gonfle, car F.O. est fait, peu lui importe la puissance des syndicats ouvriers dont le capitalisme vogue dans les nuages.

Pourtant, Jean Coste renouvelle ses offres de service, récentes-les « si nous ne pouvons pas nous unir, nous nous unissons dans ce pays, la communauté aurait fait franchir les capitalistes à nos côtés, mais à nos côtés, mais il ne serait pas une perte, mais il n'y aurait plus de liberté, plus de justice, plus de dignité, plus de concentration. Nous ne voulons pas de cela ! »

Enfin, il nous dit, camarades, Jean Coste voudrait connaître le patronat qui dispose est un excellent barrage contre les aspirations révolutionnaires des travailleurs.

Et il pleure lorsque les capitalistes, méprisant ses appels, réduisent son organisation à néant.

Tel est pris qui croit pouvoir, Coste apparaît à ses dépens comme un homme des lettres confuses et les travailleurs s'opposent.

Les ouvriers eux sont seuls simplifiés dans leur lutte, et nous nous unissons activement vers l'émancipation du Front Unique.

Beaucoup de collaboration de classe pour offrir le servilisme et s'apprêtent à lancer un coup de corde dans une lutte qui est la destruction de l'exploitation.

## Après douze jours de lutte les ouvriers de la Traction des Acieries de Longwy ont repris le travail

Après douze jours de lutte les ouvriers de la Traction des Acieries de Longwy ont repris le travail... Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

Si aucune revendication visée par la Traction n'a été satisfaite, il est fait pas de doute que cette grève a influé sur les discussions patronales et organisationnelles. Mais à la suite de cette réunion les patrons ont décidé de relever les salaires de 15 % (au lieu de 10 % au premier juillet) à partir du 1<sup>er</sup> septembre par le syndicat de Meurthe-et-Moselle.

## Une querelle de maquignons

Les travailleurs qui luttent pour la conquête d'augmentations de salaires leur permettant de vivre décemment ont quelque peine à découvrir la traduction de cette volonté dans la bagarre des « budgets-types » et des indices.

Que signifie la bagarre obscure que se livrent à ce sujet, gouvernement, patronat et organisations syndicales ?

En fait la bourgeoisie et ses gouvernants ne veut entendre parler de « un salaire tout juste » ou de « un salaire minimum » la force de travail des ouvriers. Elle entend défendre les 8.000 milliards de profits, qu'elle tire de leur exploitation. Elle entend assurer sur eux la perception de 1.700 milliards de dépenses militaires qu'elle prévoit sur son budget de 1952.

Comment, quel étant resté, cette bourgeoisie pourrait-elle faire pour accepter d'accorder un salaire minimum de 23.600 francs par 40 heures, non seulement les moyens d'entretenir leur force de travail mais d'être vivre comme des hommes ?

C'est dans ces conditions que les négociations syndicales se trouvent poussées par la volonté des travailleurs « d'en sortir ».

Elles sont, « freinées » par la volonté des dirigeants des centrales syndicales, celui d'un gouvernement ouvrier payant utilisant autrement les 6.700 milliards de la bourgeoisie !

C'est pourquoi, quoiqu'il en soit, le retour au pouvoir d'achat de 1938 (cependant que la production des biens de consommation de la classe des bourgeois supérieur de 10 % et la production des biens de consommation de la classe des ouvriers de 40 % pour 40 heures par semaines, les Centrales syndicales ont fixé des « salaires minimums » bien inférieurs à ceux des « budgets-types » de l'année.

C.G.T.-F.O. : 23.600 ; C.F.T.C. : 23.000 ; C.G.C. : 23.250 ; C.F.T.C. : 23.000.